

N° 06/CA du répertoire

N° 2011-014/CA₁ du Greffe

Arrêt du 17 janvier 2013

INSTANCE : ADANHO Paul Pierre

C/

MEMP

REPUBLIQUE DU BENIN

AU NOM DU PEUPLE BENINOIS

COUR SUPREME

CHAMBRE ADMINISTRATIVE

La Cour,

Vu les requêtes en date à Bopa des 06 mai 2010 et 28 décembre 2010, enregistrées au greffe de la Cour respectivement le 12 mai 2010 sous n°281/GCS et le 10 février 2011 sous n°118/GCS, par lesquelles ADANHO Paul Pierre, enseignant résidant à Bopa (Mono), BP 60, tél : 97-31-55-42 / 95-71-49-40, a saisi la Cour d'une plainte au sujet du non règlement de sa situation administrative ;

Vu la loi n° 2004-07 du 23 octobre 2007 portant Composition, Organisation, Fonctionnement et Attributions de la Cour suprême ;

Vu la loi n° 2004-20 du 17 août 2007 portant règles de procédures applicables devant les formations juridictionnelles de la Cour suprême ;

Vu les pièces du dossier ;

Où le Président Grégoire ALAYE en son rapport ;



Où l'Avocat Général Onésime Gérard MADODE en ses conclusions ;

Après en avoir délibéré conformément à la loi ;

Considérant que par lettre n° 372/GCS du 04 mars 2011 reçue le 15 mars 2011 par le requérant, une mise en demeure lui a été adressée l'invitant à consigner au greffe de la Cour la somme de quinze mille (15.000) francs et lui rappelant les termes de l'article 6 de la loi n° 2004-20 du 17 août 2007 portant règles de procédures applicables devant les formations juridictionnelles de la Cour suprême ;

Que la mise en demeure est restée sans suite ;

Considérant que la loi n° 2004-20 du 17 août 2007 prescrit à son article 6, alinéa 1^{er} :



« Le demandeur est tenu, sous peine de déchéance, de consigner au greffe de la Cour une somme de quinze mille (15.000) francs dans le délai de quinze jours à compter de la mise en demeure qui lui en sera faite par lettre recommandée ou notification administrative, sauf demande d'assistance judiciaire dans le même délai ».

Que la mise en demeure étant restée sans effet et le requérant n'ayant pas demandé d'assistance judiciaire, il y a lieu de le déclarer déchu de son action et de mettre les frais à sa charge.

PAR CES MOTIFS.

DECIDE :

ARTICLE 1er : Monsieur ADANHO Paul Pierre est déchu de son action.

Article 2 : Les dépens sont mis à la charge du requérant.

Article 3 : Le présent arrêt sera notifié aux parties et au Procureur général près la Cour suprême.

Ainsi fait et délibéré par la Cour suprême (Chambre Administrative) composée de :

Grégoire ALAYE, Président de la Chambre Administrative,

PRESIDENT ;

Bernadette HOUNDEKANDJI-CODJOVI

ET

Victor D. ADOSSOU

CONSEILLERS ;

Et prononcé à l'audience publique du jeudi dix sept janvier deux mille treize, la Chambre étant composée comme il est dit ci-dessus en présence de :

Onésime Gérard MADODE, Avocat Général,

MINISTERE PUBLIC ;

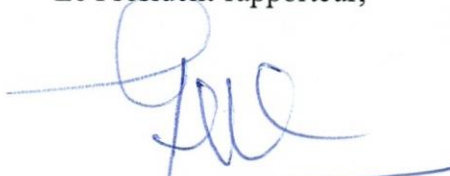
Hortense LOGOSSOU-MAHMA,

Greffier ;

Et ont signé

Le Président-rapporteur,

Le Greffier,


Grégoire ALAYE
Hortense LOGOSSOU-MAHMA

